

<https://snetap-fsu.fr/Rentre%C3%8C%C2%81e-dans-l-Enseignement.html>



Rentrée dans l'Enseignement Agricole Public : le compte n'y est pas !

- Nos Actions - Communiqués -



Date de mise en ligne : mardi 8 septembre 2015

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Le 30 juin, le SNETAP-[FSU](#) avait appele a des rassemblements sur 3 lieux emblématiques de la maltraitance re serve e au service public, alors que des largesses sont accorde es a l'enseignement prive , qui continue a ouvrir de manie re sauvage de nouvelles classes et de nouvelles structures.

Ayant demande une audience au Ministre, une de le gation du SNETAP-[FSU](#) a finalement e te rec'ue le 27 aou t par son directeur de Cabinet.

Ce dernier s'est voulu rassurant en nous abreuvant de chiffres et en se re fe rant aux cre ations d'emplois dans l'Enseignement Agricole Public depuis la nomination du gouvernement en mai 2012 (chiffres pour l'essentiel de ja communique s la veille lors d'une rencontre avec la [DGER](#)).

Le SNETAP-FSU a re pondu que des chiffres, si incontestables qu'ils soient, ne devaient pas servir a masquer la realite constate e tous les jours dans nos e tablissements !

A nouveau, a cette rentre e, ce sont des milliers d'e le ves que l'Enseignement Agricole Public a du refuser, du fait de plafonds de recrutement a nouveau impose s ou du refus d'ouverture de nouvelles classes.

A l'heure ou les jeunes des ge ne rations 2000 frappent en masse aux portes des lyce es (soit pas moins de 45 000 e le ves suppl e mentaires entrant en classe de seconde), l'Enseignement Agricole Public est bien en peine pour re pondre, avec son maigre bilan de + 22 classes a l'e chelle du pays ... solde certes positif mais assure ment tre s loin du compte.

Et dans nombre de re gions, ne serait-ce que pour arriver a maintenir des capacite s d'accueil de ja notoirement insuffisantes, **les autorite s acad e miques annoncent des suppressions d'options ou reconnaissent leur incapacite d'assurer les heures de soutien auxquelles les e le ves ont pourtant droit.**

La crainte perpe tuelle du Ministre de l'Agriculture de de passer son sacro-saint plafond d'emplois a amene la DGER a ne pas ajuster les quotite s de travail d'agents contractuels en cette rentre e tout en obligeant les e tablissements a faire appel a des vacataires.

Elle a aussi conduit au paradoxe que, dans le me me temps ou il continue de refuser des e le ves, l'Enseignement Agricole Public termine l'anne e scolaire 2014-2015 avec plus de 6000 places non pourvues.

Le SNETAP-FSU a exige que le Ministre prenne la mesure des besoins comple mentaires de l'Enseignement Agricole Public, qu'il accepte de les e valuer et in fine qu'il s'en fasse le porte-parole au niveau gouvernemental et devant la repre sentation nationale, comme il avait su le faire a son arrive e !

Pour cela, le SNETAP-FSU a demande qu'un de bat contradictoire s'engage entre le Ministre et les organisations syndicales pour mettre au jour le de calage entre les annonces budge taires nationales et la realite du quotidien ve cue par les personnels et les usagers de l'Enseignement Agricole Public.

Le Directeur de Cabinet a re pondu favorablement a cette demande avec **un e tat des lieux qui sera de cline re gion par re gion et verse aux de bats des instances repre sentatives.**

Le SNETAP-FSU a par ailleurs de nouveau de nonce l'e chec de la re forme de la voie professionnelle, qui conduit un nombre croissant de jeunes a sortir du syste me e ducatif sans qualification et a de fait accru le taux d'e chec au Bac Pro, qui, s'il tend a se re duire, reste majeur.

Et ce n'est assure ment pas la nouvelle baisse de cre dits de die s a l'individualisation qui s'annonce sur ce premier trimestre, ni le renoncement a expe rimenter la diversification des parcours (en 3 et 4 ans), qui nous permettront de sortir de cette impasse.

Le Directeur de Cabinet a ici re affirme la ne cessite de proce der a une ve ritable e valuation de la re forme de la voie professionnelle, confirmant apre s pre s d'un an d'atermoiements (engagement du Ministre pris aupre s du SNETAP- FSU en octobre 2014) le lancement d'une mission conjointe Agriculture - E ducation Nationale, qui remettra son rapport dans le premier trimestre 2016.

Alors que de son cote **la Ministre de l'E ducation vient d'annoncer 5 chantiers a venir sur l'enseignement professionnel, le SNETAP-FSU fera de cette anne e 2015-2016 une anne e de combat pour la de fense de cet enseignement au sein du Ministe re de l'Agriculture.**

Concernant les personnels, **pre s de la moitie des postes re serve s a la de pre carisation des contractuels enseignants n'ont pas e te pourvus, alors que le nombre de pre caires ne cesse de croi tre.**

Le SNETAP-FSU a mis une nouvelle fois en garde le Ministre sur ce point. S'il n'entendait pas le message adresse par les personnels en revoyant, avec sa colle gue de la Fonction Publique, les crite res d'e ligibilite afin de les e largir, le SNETAP-FSU serait de nouveau conduit a appeler les personnels a l'action dans les semaines qui viennent.

D'ores et de ja , sur ces sujets, comme, plus globalement dans la Fonction Publique, sur les salaires et sur l'emploi, le SNETAP- FSU appelle a la re ussite de la journe e de mobilisation intersyndicale du 8 octobre 2015.

Paris, le 8 septembre 2015 Le Bureau National du SNETAP-FSU

üüü